



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 31 janvier 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2024 – N° 4 – OCTOBRE-DÉCEMBRE

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— Le contrôle français de la compétence du tribunal arbitral en matière d'investissements internationaux - Ce que l'on sait désormais et ce qu'il reste à préciser, par Sophie LEMAIRE	1081
— Le remboursement de la partie ayant payé la totalité de la provision pour frais, par Maxime JULIENNE	1111
— Droit belge de l'arbitrage : de la réforme de 2024, par Olivier CAPRASSE et Amandine MUNIKEN	1133
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « La volonté des parties demeure impuissante à définir la nature interne ou internationale d'un arbitrage et le régime des voies de recours contre la sentence », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 6 novembre 2024, par Dominique BUREAU	1155
— « Allégations de corruption devant le juge de l'annulation : nouvelle occasion manquée par la Cour de cassation de clarifier la méthodologie indiciaire », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 19 juin 2024, par Vincent CARRIOU et Alexandra HENEINE	1162

— « Fidèles ou non à la réalité, les déclarations publiques d'un arbitre sont des "faits objectifs" pertinents pour apprécier l'existence d'un conflit d'intérêts », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 19 juin 2024, par François-Xavier TRAIN . . .	1173
— « Ordre public international et arrêt des poursuites individuelles en matière de procédure collective : revirement de jurisprudence », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 15 mai 2024, par Jérôme BARBET	1188
— « Le grief de défaut d'indépendance de l'arbitre à l'épreuve du choix entre doute et réalité », note sous Paris, 2 mai 2024, par Charles JARROSSON	1197
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE :	
— Suisse, par Pierre-Yves TSCHANZ et Frank SPOORENBERG	1221
INFORMATIONS :	
— Prix du CEPANI, édition 2025	1253
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	1255
TABLES GÉNÉRALES	1281

Innovation financière dans les pays en développement

Introduction
PIERRE JACQUET
JEAN-MICHEL SEVERINO

Innovations : efficacité et inclusion

Opportunités et risques du déploiement des Fintechs dans les pays émergents et en voie de développement
JEAN-PAUL POLLIN

Les monnaies numériques et l'avenir de la microfinance
CHRISTIAN RIETSCH

Développer l'inclusion financière grâce aux services financiers numériques
LEORA KLAPPER
HOLTI BANKA

L'innovation financière en Amérique latine et dans les Caraïbes : pragmatisme et progrès
JON FROST
JEAN-CHARLES ROCHET
ALEXANDRE TOMBINI
MARIANNE VERDIER

Rechercher l'impact social et environnemental

Comment lever les barrières à l'extension de la finance durable et transformatrice
NAHED SAAB

L'investissement d'impact et le développement financier en Afrique
FLORIAN LÉON

Mieux gérer la dette internationale

Endettement souverain et innovations financières en Afrique subsaharienne : défis et perspectives
SAMBA DIOP

La nature sous hypothèque ? Promesses et réalités des échanges dette-nature pour les pays émergents
THOMAS LOUSSOUARN

L'innovation financière au service de la lutte contre les vulnérabilités économiques en Afrique
DANIEL COHEN (†)
BRENDAN HARNOYS-VANNIER
SÉBASTIEN VILLEMOT

Chronique d'histoire financière

Impact des cyclones tropicaux sur le secteur bancaire dans les Caraïbes coloniales britanniques
JOEL HUESLER

Finance et littérature

Quand Hugo annonçait Schumpeter
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

Dispositifs d'*accountability* hétérogènes parmi les banques centrales de l'Eurosystème
ADRIANO DO VALE
LÉO MALHERBE

Les cryptomonnaies : de fausses monnaies ?
PATRICE BOUVET

156

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

4-2024 INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

156

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 156
4^{ème} TRIMESTRE 2024

INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Innovations : efficacité et inclusion
Rechercher l'impact social et environnemental
Mieux gérer la dette internationale

• Chronique d'histoire financière

Impact des cyclones tropicaux sur le secteur bancaire dans les Caraïbes coloniales britanniques

• Finance et littérature

Quand Hugo annonçait Schumpeter

• Articles divers

Dispositifs d'accountability hétérogènes parmi les banques centrales de l'Eurosystème

Les cryptomonnaies : de fausses monnaies ?



ISBN 978-2-37647-102-8
ISSN 0987-3368
Prix : 35 €



SOMMAIRE

Innovation financière dans les pays en développement

- 7 Introduction
PIERRE JACQUET
JEAN-MICHEL SEVERINO

Innovations : efficacité et inclusion

- 33 Opportunités et risques du déploiement des Fintechs dans les pays émergents et en voie de développement
JEAN-PAUL POLLIN
- 47 Les monnaies numériques et l'avenir de la microfinance
CHRISTIAN RIETSCH
- 77 Développer l'inclusion financière grâce aux services financiers numériques
LEORA KLAPPER
HOLTI BANKA
- 97 L'innovation financière en Amérique latine et dans les Caraïbes : pragmatisme et progrès
JON FROST
JEAN-CHARLES ROCHET
ALEXANDRE TOMBINI
MARIANNE VERDIER

Rechercher l'impact social et environnemental

- 119 Comment lever les barrières à l'extension de la finance durable et transformationnelle
NAHED SAAB
- 131 L'investissement d'impact et le développement financier en Afrique
FLORIAN LÉON

Mieux gérer la dette internationale

- 145 Endettement souverain et innovations financières en Afrique subsaharienne : défis et perspectives
SAMBA DIOP
- 159 La nature sous hypothèque ? Promesses et réalités des échanges dette-nature pour les pays émergents
THOMAS LOUSSOUARN
- 181 L'innovation financière au service de la lutte contre les vulnérabilités économiques en Afrique
DANIEL COHEN (†)
BRENDAN HARNOYS-VANNIER
SÉBASTIEN VILLEMOT

Chronique d'histoire financière

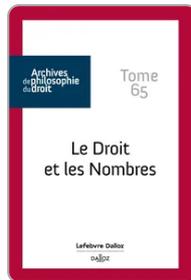
- 197 Impact des cyclones tropicaux sur le secteur bancaire dans les Caraïbes coloniales britanniques
JOEL HUESLER

Finance et littérature

- 205 Quand Hugo annonçait Schumpeter
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

- 215 Dispositifs d'*accountability* hétérogènes parmi les banques centrales de l'Eurosystème
ADRIANO DO VALE
LÉO MALHERBE
- 231 Les cryptomonnaies : de fausses monnaies ?
PATRICE BOUVET



📖 Numéro de revue

Le Droit et les Nombres

Archives de philosophie du droit

2024/1 Tome 65

Dalloz

587 pages



Sommaire



Illustrations

Recherche filtrée sur ce numéro



Présentation

La crise de la démocratie dans les sociétés occidentales et la montée des populismes sont souvent analysées comme le résultat d'une gouvernance par les nombres, portée par des politiques néolibérales pilotées par une technocratie travaillant à transposer à la sphère publique, notamment à la Justice, les méthodes de l'entreprise privée.

En même temps, la nouvelle frontière du droit, la réponse aux défis environnementaux, se dessine essentiellement en nombres, en courbes, en trajectoires chiffrées, opposables juridiquement. Quant aux domaines plus traditionnels, les nombres y apparaissent en réalité inégalement compris et utilisés pour contribuer effectivement à la robustesse des choix démocratiques comme à la qualité des décisions judiciaires.

En réunissant 45 spécialistes universitaires et acteurs en responsabilité, dont tous les plus Hauts Magistrats français (Conseil constitutionnel, Conseil d'État, Cour de cassation, Cour des comptes), ce volume a pour ambition d'aider à construire une gouvernance avec les nombres, méthodique et véritablement au service du Droit.

Sommaire

☰ Article de revue

+

Pages de début

☰ Article de revue

+

Le sens de la mesure

Par **René Sève**

Principes et Méthodes

☰ Article de revue

+

La critique de la gouvernance par les nombres : questionner les enjeux juridiques du numérique avec Alain Supiot

Par **Sonia Desmoulin-Canselier**

☰ Article de revue

+

Les nombres cachés derrière le droit

Par **Bruno Deffains**

☰ Article de revue

+

Le droit issu du nombre ou Les risques de la société post-décisionnelle

Par **Valérie Lasserre**

☰ Article de revue

+

La place des scientifiques dans la décision publique

Par **Cyril Hédoïn**

☰ Article de revue

+

Dénombrer les humains : du chiffre exact au juste ordre de grandeur

Par **Hippolyte d'Albis**

☰ Article de revue

+

L'État, les nombres et les normes

Par [Régis Lanneau](#)

☰ Article de revue

+

L'évaluation des politiques publiques

Par [Gilles de Margerie](#)

La Démocratie et les Nombres

☰ Article de revue

+

Le député à l'épreuve du nombre

Par [Véronique Louwagie](#)

☰ Article de revue

+

Compter les voix et « optimiser » la démocratie ?

Par [Jean-François Laslier](#)

☰ Article de revue

+

Chiffrer les priorités électorales : le droit comme moteur d'une objectivation construite

Par [Norman Vander Putten](#)

☰ Article de revue

+

La régulation du financement de la vie politique en France

Par [Jean-Philippe Vachia](#)

☰ Article de revue

+

Les études d'impact à la française et leurs évolutions

Par [Thomas Perroud](#)

☰ Article de revue

+

Les nombres, grands absents du droit des collectivités locales ?

Par [Julien Martin](#)

Les Droits de la personne humaine

☰ Article de revue

+

Le droit à la sécurité : science et discernement

Par [Christian Rodriguez](#)

☰ Article de revue

Peut-on quantifier la dignité humaine ?

Par [Félicien Pagnon](#)

+

☰ Article de revue

Des nombres pour l'égalité. Espace et usage des outils de quantification de l'égalité professionnelle

Par [Vincent-Arnaud Chappe](#)

+

☰ Article de revue

L'évaluation chiffrée de la performance du travailleur : risques et limites

Par [Céline Teyssier](#)

+

☰ Article de revue

Ambiguïtés de la mise en chiffre : les dépenses de santé de l'OCDE (1972-2001)

Par [Constantin Brissaud](#)

+

Économie et Écologie

☰ Article de revue

Droit des générations futures : savoir, devoir, pouvoir

Par [Laurent Fabius](#)

+

☰ Article de revue

Les nombres et le droit de l'environnement aujourd'hui

Par [Corinne Lepage](#) et [Christian Huglo](#)

+

☰ Article de revue

Le droit comptable, clef de voûte de la transition écologique

Par [Jennifer Bardy](#)

+

☰ Article de revue

Notion et effets des seuils chiffrés en droit de l'environnement

Par [Marie-Paule Grevêche](#)

+

☰ Article de revue

L'invisibilisation des nombres par le droit : l'exemple des externalités environnementales négatives suscitées par l'élevage intensif

+

Par [Ilyana Aït-Ahmed](#) et [Solène Kerisit](#)

☰ Article de revue

+

Comment concilier renforcement de la souveraineté, responsabilité et évolution du cadre normatif ?

Par [Claude Imauven](#)

☰ Article de revue

+

Pourquoi la transition écologique a-t-elle besoin du droit de la concurrence ?

Par [Benoît Cœuré](#)

Les Chiffres des Finances publiques

☰ Article de revue

+

L'illusion du droit par les nombres Réflexion épistémologique sur la complémentarité entre légitimités en finances publiques

Par [Céline Husson-Rochcongar](#)

☰ Article de revue

+

Du droit budgétaire au droit des finances publiques : quelle place pour les nombres dans le droit financier public ?

Par [Philippe Josse](#)

☰ Article de revue

+

La souveraineté budgétaire

Par [François Ecalé](#)

☰ Article de revue

+

Qu'est-ce qu'un impôt confiscatoire ?

Par [Daniel Gutmann](#)

☰ Article de revue

+

La Cour des comptes, entre droit et nombres

Par [Pierre Moscovici](#)

L'Administration de la justice

☰ Article de revue

+

Administrer la justice : le point de vue d'un magistrat

Par [Christophe Soulard](#)

☰ Article de revue

Nombre et avocats aux Conseils. Une contribution à la bonne administration de la justice rendue par le Conseil d'État et la Cour de cassation

Par [Thomas Lyon-Caen](#)

+

☰ Article de revue

Les nombres apparents et les nombres cachés du droit de la famille

Par [Fadela Houari](#)

+

☰ Article de revue

Le nombre des personnes privées de liberté

Par [André Ferragne](#)

+

☰ Article de revue

La quantification de la qualité de la justice en Europe. Le rôle de la CEPEJ

Par [Sonya Djemni-Wagner](#)

+

Les Magistrats et le calcul

☰ Article de revue

Le procureur et les chiffres

Par [Rémy Heitz](#)

+

☰ Article de revue

Syllogisme et calcul judiciaire : un modèle de double justification

Par [Giovanni Tuzet](#)

+

Les Magistrats et le calcul

☰ Article de revue

Les calculs dans le prétoire : le rôle des mathématiques dans le système judiciaire

Par [Leila Schneps](#) et [Alexandre Lochak](#)

+

☰ Article de revue

Les calculs du juge constitutionnel

Par [Sophie Harnay](#)

+

☰ Article de revue

Le juge des comptes calcule-t-il ?

Par [Gilles Miller](#)

+

☰ Article de revue

Les nombres et le juge

Par [Didier-Roland Tabuteau](#)

+

☰ Article de revue

Entretien avec Alain Supiot

Par [Alain Supiot](#)

+

☰ Article de revue

Contre le droit plutôt que compter dans le droit. À propos de l'ouvrage de François Ost, *Le congrès et autres contes juridiques*

Par [Émeric Nicolas](#)

+

☰ Article de revue

Pages de fin

+

Date de parution : 02/01/2025

Date de mise en ligne : 23/01/2025

ISBN 9782247231492



· INFO

Raccourcis

Domaines

Cairn.info, plateforme de référence pour les publications scientifiques francophones, vise à favoriser la découverte d'une

Revue
Ouvrages
Que sais-je ? / Repères
Magazines

Sciences Humaines et
Sociales
Sciences, techniques et
médecine



 Numéro de revue

Varia

Revue internationale de droit économique

2024/3 t. XXXVIII

Association internationale de droit économique

128 pages



1
2

Sommaire

Recherche filtrée sur ce numéro



Sommaire

 Article de revue



La justice économique est-elle dissuasive ?

Par [Nathalie Fournier de Crouy](#) et [Bruno Deffains](#)

 Article de revue



Une redéfinition de la clause de commerce dormante par la Cour suprême ? (ou quand les porcs modifient la constitution économique états-unienne)

Par [Nikos Gkekas](#)

☰ Article de revue



La réforme du droit international de l'investissement dans le cadre des transitions vers la durabilité et la paix économique

Par [Ted Gleason](#)

☰ Article de revue



L'exigence d'un paiement préalable d'entrée dans les contrats-types de vente internationale de cacao et de café

Par [Bertrand Yombo](#)

☰ Article de revue



Recension

Par [Ivan Tchotourian](#)

Date de parution : 24/01/2025

Date de mise en ligne : 24/01/2025

ISBN 9782931194133



· INFO

Raccourcis

Domaines

Cairn.info, plateforme de référence pour les publications scientifiques francophones, vise à favoriser la découverte d'une recherche de qualité tout en cultivant l'indépendance et la diversité des acteurs de l'écosystème du savoir.

Revue
Ouvrages
Que sais-je ? / Repères
Magazines
Rencontres
Dossiers
Listes de lectures

Sciences Humaines et Sociales
Sciences, techniques et médecine
Droit et Administration

Cairn.info

Langues

Avec le soutien de

Connexion
Cairn Pro
À propos
Contact
Aide

Français
English
Español



Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
30 janvier 2025
n° 4 / 8069^e
pages 145 à 184

Autorité
de contrôle ?

CHRONIQUE / Union européenne

Réflexions sur la future autorité de contrôle
en matière de devoir de vigilance

Une occasion de repenser l'enforcement à la française ?

> Thomas Perroud

155



Version numérique incluse*



322504



ÉDITORIAL

145 Foi de cumulard, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 148 Virement frauduleux (responsabilité) : négligence grave du client
- 148 Virement frauduleux (responsabilité) : identifiant bancaire erroné
- 148 Fournisseur d'hébergement (contrat) : obligation de surveillance
- 149 Divorce pour faute (devoir conjugal) : condamnation de la France
- 150 Testament (international) : validité du recours à un interprète
- 151 Harcèlement moral (notion) : consécration du harcèlement institutionnel
- 152 Cycle de conférences (Cour de cassation) : penser les pratiques juridictionnelles

POINT DE VUE

153 La sanction disciplinaire de l'obligation de formation continue du magistrat, *Loïc Pellissier*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 163 **Panorama** : Droit du numérique, *Nicolas Binctin, Amélie Favreau, Alexandra Mendoza-Caminade et Christian Le Stanc*
- 172 **Notes** : Réduction de prix, force majeure, exécution forcée et réparation en nature : de quelques leçons jurisprudentielles notables en droit des contrats, note sous Civ. 1^{re}, 18 déc. 2024 [6 arrêts], *Thomas Genicon*
- 180 Précisions sur les préjudices extrapatrimoniaux exceptionnels de la victime indirecte, note sous Civ. 2^e, 10 oct. 2024, *Guillemette Wester*

ENTRETIEN

184 Mélanie Clément-Fontaine – L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par le tribunal de commerce de Paris

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KÉTTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maiëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117,75 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

145

Foi de cumular

ACTUALITÉS

148

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Virement frauduleux (responsabilité) :

négligence grave du client, *Com.* 15 janv. 2025

Virement frauduleux (responsabilité) :

identifiant bancaire erroné, *Com.* 15 janv. 2025

Commerce électronique

Fournisseur d'hébergement (contrat) :

obligation de surveillance, *Com.* 15 janv. 2025

Consommation

Crédit aux consommateurs (clause) :

durée du contrat et TAEG, *CJUE* 23 janv. 2025

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (clauses) : portée d'une stipulation

réputée non écrite, *Civ. 3^e*, 23 janv. 2025

149

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Servitude (passage) : action en référé

du locataire, *Civ. 3^e*, 23 janv. 2025

Famille-Personne-Succession

Divorce pour faute (devoir conjugal) :

condamnation de la France, *CEDH* 23 janv. 2025

Testament (international) : validité du recours

à un interprète, *Ass. plén.*, 17 janv. 2025

151

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (désordres) :

mode de réparation des dommages,

Civ. 3^e, 16 janv. 2025

151

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Mesure d'interception et de géolocalisation :

renouvellement de la prescription, *Crim.* 21 janv. 2025

151

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Harcèlement moral (notion) : consécration

du harcèlement institutionnel, *Crim.* 21 janv. 2025

152

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Cycle de conférences (Cour de cassation) :

penser les pratiques juridictionnelles



POINT DE VUE

153

La sanction disciplinaire de l'obligation de formation continue du magistrat par Loïc Pelissier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

155

Réflexions sur la future autorité de contrôle en matière de devoir de vigilance. Une occasion de repenser l'enforcement à la française ? par Thomas Peroud

PANORAMA

163

Droit du numérique octobre 2023 – octobre 2024 par Nicolas Binctin, Amélie Favreau, Alexandra Mendoza-Caminade et Christian Le Stanc

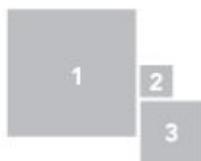
NOTES

172

Réduction de prix, force majeure, exécution forcée et réparation en nature : de quelques leçons jurisprudentielles notables en droit des contrats, note sous *Civ. 1^{re}*, 18 déc. 2024 [6 arrêts] par Thomas Genicon

180

Précisions sur les préjudices extrapatrimoniaux exceptionnels de la victime indirecte, note sous *Civ. 2^e*, 10 oct. 2024 par Guillemette Wester



ENTRETIEN

184

Mélanie Clément-Fontaine – L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par le tribunal de commerce de Paris

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr

ARTICLES

813

Le fondement et le régime juridiques
des seuils légaux en droit des affaires

Baptiste Martinez

835

Droit des affaires et changement climatique :
échecs et ambitions

Arnaud Lecourt

RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial
et de droit économique

CHRONIQUES

945

SAS : la majorité ne saurait être
autre que... la majorité (*bis*)

Jacques Moury

951

Loi n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant
à soutenir l'engagement bénévole
et à simplifier la vie associative :
à quand une véritable réflexion sur le bénévolat ?

David Hiez

1023

Non-déductibilité de la dette
de restitution du quasi-usufruit sur somme
d'argent : rien ne sert de courir...

Ariane Périn-Dureau

ref: 512404



9 782995 124046

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

ARTICLES

- Le fondement et le régime juridiques des seuils légaux en droit des affaires**
Par Baptiste Martinez 813
- Droit des affaires et changement climatique : échecs et ambitions**
Par Arnaud Lecourt.....835

CHRONIQUES

Propriétés incorporelles

- Propriété industrielle**
Par Jérôme Passa 855

- Droit d'auteur et droit du marché de l'art**
Par Frédéric Pollaud-Dulian.....861

- Droit des nouvelles technologies**
Par Philippe Gaudrat..... 903

Sociétés et autres groupements

- Sociétés en général**
Par Arnaud Lecourt 907

- Sociétés par actions**
Par Jacques Moury.....941

- Sociétés civiles, associations
et autres groupements**
Par David Hiez 951

- Droit des marchés financiers**
Par Thibault de Ravel d'Esclapon..... 963

- Crédit et titres de crédit**
Par Dominique Legeais 979

- Ventes, transports et autres
contrats commerciaux**
Par Bernard Bouloc.....989

Entreprises en difficulté

- Prévention des difficultés des entreprises**
Par Francine Macorig-Venier 995

- Sauvegarde, redressement
et liquidation judiciaires**
Par Arlette Martin-Serf 1007

- Droit pénal des affaires**
Par Bernard Bouloc.....1017

- Régime fiscal des affaires**
Par Olivier Fouquet
et Ariane Périn-Dureau1021

- Droit européen des affaires**
Par Anne Marmisse –
d'Abbadie d'Arrast..... 1037

TABLES

- Tables trimestrielles p. 1045



À LA UNE

Sociétés - La mise en réserve des bénéfices par le majoritaire recevant un avantage en nature indu est abusive

4

Contrats - Annulation d'une vente immobilière : droit du vendeur fautif à une indemnité d'occupation du bien

9

Finances de l'entreprise - Pas d'action préventive de la caution fondée sur la disproportion de son engagement

11

Commentaire - RGPD : le genre du client n'est pas une donnée nécessaire pour l'achat d'un billet de train

21

QUESTION PRATIQUE

RETOUR SUR SEPT ANS DE CONTRÔLES DE L'AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION

Mes Bernard Cazeneuve et Anaïs Coviaux dressent un bilan des contrôles de l'AFA.

27



www.efl.fr

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Mise en réserve des bénéfices constitutive d'un abus
- 4 - Rapport AMF 2024 sur la gouvernance des sociétés cotées
- 6 - Retrait d'un associé d'une société à capital variable
- 7 - Droit de l'associé unique d'une société liquidée sur une créance sociale
- 7 - Rapport « pays par pays » relatif à l'impôt sur les bénéfices des sociétés

Entreprise en difficulté

- 8 - Responsabilité du dirigeant pour poursuite d'une activité déficitaire

Contrats

- 9 - Effets de l'annulation d'une vente immobilière
- 9 - Appréciation d'une clause pénale manifestement excessive
- 10 - Défaut d'inscription d'un agent commercial au registre spécial

Finances de l'entreprise

- 11 - Disproportion du cautionnement et action préventive
- 12 - Vocation professionnelle d'un compte courant
- 12 - Devoir de mise en garde de la banque envers l'emprunteur non averti

Biens de l'entreprise

- 13 - Indemnisation du locataire pour les travaux d'amélioration

Concurrence

- 14 - Concurrence déloyale entre franchisés
- 15 - Traitement du secret des affaires par l'Autorité de la concurrence

Consommation

- 16 - Demande de suppression de clauses abusives en référé

Compliance

- 17 - CJIP après une cession d'actifs et partage des obligations

Et aussi...

- 18 - Paiement des honoraires d'avocats : délai de prescription
- 18 - Procédure en cas de difficulté de fonctionnement du guichet unique
- 19 - Tarif des annonces légales pour 2025
- 20 - Majoration des rentes viagères servies en 2025

Commentaire

- 21 - Genre et donnée nécessaire au regard du RGPD
- 23 - Responsabilité du fait des produits défectueux

Veille

- 30 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



27

**RETOUR SUR SEPT ANS
DE CONTRÔLES DE L'AGENCE
FRANÇAISE ANTICORRUPTION**

Actualité des procédures collectives, n° 2 du 24 janvier 2025

Sommaire du numéro

Repère

GARANTIE DES SALAIRES

Paiement définitif de l'AGS subrogée et distraction des frais et dépens de la liquidation judiciaire

N° 15 - Par Christine GAILHBAUD

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | EXTENSION DE PROCÉDURE - CONFUSION DE PATRIMOINES

La confusion des patrimoines n'implique pas nécessairement un appauvrissement du débiteur

N° 16

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | EXTENSION DE PROCÉDURE - CONFUSION DE PATRIMOINES

Solliciter l'ouverture d'une sauvegarde pour échapper à l'extension d'une liquidation judiciaire : une fausse bonne idée

N° 17

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Échec de la tentative de dévoitement de la liste des créances : la déclaration par le débiteur ne peut valoir renonciation à la prescription acquise

N° 18 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Étendue de la décision rendue sur renvoi du juge-commissaire ayant constaté une contestation sérieuse : pour une mise au point

N° 19

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE SALARIALE

Superprivilège des salaires : exit la contribution due par l'employeur au titre du financement du contrat de sécurisation professionnelle

N° 20 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE SALARIALE

Les sommes reversées à l'AGS ne peuvent donner lieu à restitution

N° 21

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

La seule inexécution du plan de redressement est insuffisante à justifier le prononcé de la liquidation judiciaire

N° 22

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

Une cession d'actifs n'étant pas une cession d'entreprise, le juge-commissaire doit choisir le plus offrant et n'a pas à apprécier le projet d'entreprise

N° 23

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Cas du dirigeant personne physique d'un dirigeant personne morale de SAS en cas d'obligation statutaire de désignation d'un représentant permanent

N° 24 - Par Jean-Christophe PAGNUCCO

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | TRIBUNAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Précisions sur la contribution pour la justice économique mise en place dans les TAE

N° 25

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 2 du 01 février 2025

Sommaire du numéro

Repère

FISCALITÉ D'ENTREPRISE

Déduction des pertes transfrontières au sein de l'Union européenne

N° 2 - Par Jean-Luc PIERRE

Alertes

FOCUS | NUMÉRIQUE

Les nouvelles règles relatives à l'amélioration du droit des sociétés à l'ère numérique sont publiées

N° 26

VEILLE | DIRIGEANT

Responsabilité cumulative en cas de conventions réglementées et de fautes de gestion

N° 27

VEILLE | ASSOCIÉ

Retrait d'un associé de SARL : attention au montant minimum du capital social

N° 28

VEILLE | AVOCAT

Indépendance de l'avocat et besoin de financement

N° 29 - Par Dominique BERLIN

VEILLE | SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Cession forcée des parts sociales d'un associé qui atteint l'âge limite d'exercice de la profession

N° 30

VEILLE | FONDS ESG

L'AMF met à jour sa doctrine sur les fonds ESG en conformité avec l'ESMA

N° 31

VEILLE | OBLIGATIONS VERTES

L'AMF revient sur la mise en application du règlement sur les obligations vertes européennes
N° 32

VEILLE | FONDS ESG

Noms des fonds ESG et durables : décision de l'AMF de se conformer aux orientations de l'ESMA

N° 33

VEILLE | DESSAISSEMENT

Dessaissement du débiteur : intérêt du liquidateur à agir quel que soit le montant du passif

N° 34

VEILLE | FISCALITÉ D'ENTREPRISE

L'extension du régime simplifié des fusions aux associations imposables à l'IS intégrée au BOFiP

N° 35

VEILLE | JEI

Précisions sur les conditions d'exonération des JEI détenues par des fondations de coopération scientifique

N° 36

VEILLE | FISCALITÉ D'ENTREPRISE

Différence de traitement fiscal et comparabilité des contribuables

N° 37 - Par Dominique BERLIN

VEILLE | FISCALITÉ D'ENTREPRISE

BIC : précisions relatives à l'imposition de l'écart de réévaluation des titres d'une filiale annulés à la suite d'une opération de fusion-absorption

N° 38

VEILLE | SOCIÉTÉS COTÉES

Sociétés cotées : l'AFG publie ses recommandations 2025 sur le gouvernement d'entreprise

N° 39

VEILLE | AMF

Priorités d'action et de supervision de l'AMF pour 2025

N° 40

Étude



PARITÉ

Transposition de la directive Women on boards relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes dans les conseils des sociétés

N° 2 - Par Renaud MORTIER

Entretien



FINANCE DURABLE

Finance durable : entretien avec Corinne Lepage, avocate à la Cour et ancienne ministre de l'Environnement

N° 2

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PACTE D'ASSOCIÉS

Effets d'un pacte d'associés hors le cercle des parties

N° 9

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | SOCIÉTÉ EN FORMATION

Premières applications de l'assouplissement jurisprudentiel du formalisme de reprise des actes

N° 10

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | GÉRANT

Pas de renouvellement tacite au terme du mandat de gérant de société civile

N° 11 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Direction d'une SAS par une personne morale et responsabilité pour insuffisance d'actif : dernière mise au point

N° 12 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | EXPERTISES

Expertise de gestion et expertise in futurum : attention à la finalité poursuivie « en réalité »

N° 13 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | FUSION

Fusion en cours d'instance et nécessité de demandes à l'encontre de l'absorbante

N° 14 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

Valeurs mobilières : expertise in futurum et monopole du représentant de la masse des obligataires

N° 15 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DROIT PROPRE DU DÉBITEUR

Vérification du passif

N° 16 - Par Jean-Pierre LEGROS

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | CONFISCATION

Rappel des conditions de la confiscation

N° 17

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux, peines d'interdictions professionnelles et principe de légalité des peines

N° 18 - Par Renaud SALOMON

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux et obligation générale de motivation des peines

N° 19 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉ

Date et opposabilité à l'administration fiscale

N° 20 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Société assujettie à l'impôt sur les sociétés : régime de report en arrière des déficits

N° 21 - Par Jean-Luc PIERRE

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 4 du 27 janvier 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

À bas bruit

N° 96 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

Fabrice Vert, juge de l'amiable

N° 97 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Nouvel arrêté technique relatif à la communication par voie électronique devant les tribunaux de commerce

N° 98 - Par Corinne BLÉRY et Jean-Paul TEBOUL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Droit de visite médiatisé : quelles obligations pour le juge des enfants ?

N° 99 - Par Jean-Jacques LEMOULAND

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | TESTAMENTS

Validité du testament international rédigé dans une langue non comprise pas le testateur : évolution jurisprudentielle

N° 100

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VIOLENCES INTRAFAMILIALES

OPPI : modalités de saisine du JAF par le procureur de la République aux fins de délivrance

N° 101

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VIOLENCES INTRAFAMILIALES

Augmentation des violences intrafamiliales non conjugales en 2023

N° 102

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 janvier 2025

N° 103

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 janvier 2025

N° 104

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

L'articulation entre pièces et prétentions dans les conclusions d'appel : quel formalisme ?

N° 105 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | POUVOIR D'ACHAT

Dérogation d'usage des titres restaurant pour tout produit alimentaire jusqu'à fin 2026 : publication de la loi

N° 106

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 janvier 2025

N° 107

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 janvier 2025

N° 108

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Opération de paiement non autorisée : l'exonération du prestataire est-elle seulement possible ?

N° 109 - Par Nicolas IDA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRESCRIPTION

Fixation du point de départ de la prescription : la connaissance des faits ne prime pas la naissance de l'action contractuelle

N° 110 - Par Antoine NACHIM

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 janvier 2025

N° 111

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 janvier 2025

N° 112

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

De la prise de parole du garde des Sceaux, ministre de la Justice, à la responsabilité pour faute de l'État

N° 113 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RÉFÉRÉ

Hébergement des mères isolées et de leurs jeunes enfants, le recours au juge du référé-liberté
N° 114 - Par Lucienne ERSTEIN [Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SÉPULTURE-INHUMATION

Nouvelles mesures relatives à la réglementation funéraire
N° 115 [Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 janvier 2025
N° 116 [Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 janvier 2025
N° 117 [Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Pratique systématique de refoulements
N° 118 - Par Béatrice PASTRE-BELDA [Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Protection d'un migrant en qualité de mineur non accompagné
N° 119 - Par Frédéric SUDRE [Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | MARCHÉS FINANCIERS

Défense de l'intérêt collectif et utilisation du critère de la capacité financière
N° 120 - Par Dominique BERLIN [Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRANSPORTS AÉRIENS

Fermeté de la Cour pour la protection du passager aérien
N° 121 - Par Dominique BERLIN [Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CYBERSÉCURITÉ

Paquet de cybersolidarité : les règlements sont publiés au JOUE
N° 122 [Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | BANQUE

Un cumul de garanties n'induit pas leur caractère disproportionné
N° 123 - Par Frédéric DANNENBERGER [Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | NOTAIRES

Spirale funeste à l'étude
N° 124 [Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine 

L'ÉTUDE | RESPONSABILITÉ CIVILE

La nouvelle responsabilité du fait des produits défectueux : état des lieux et analyse critique
N° 125 - Par Jonas KNETSCH [Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | COMMERCE INTERNATIONAL

Droit du commerce international

N° 126 - Par Gautier BOURDEAUX , Michel MENJUCQ et Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Smart cities. - Enjeux juridiques de la ville intelligente

N° 127

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉVÈNEMENT

Festival du Documentaire sur la Justice

N° 128

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR EDH

Loi sur le renseignement : les requêtes de journalistes et d'avocats jugées irrecevables

N° 129

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Les vœux du Conseil national des barreaux

N° 130

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 5 du 30 janvier 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

MARCHÉ FINANCIER

3 QUESTIONS - Le règlement ESG du 27 novembre 2024

N° 90 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

L'AMF pointe les tensions et risques accrus dans le financement participatif immobilier

N° 91

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 92

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahiers de droit de l'entreprise

N° 93

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Moyens de paiement : évolution de l'usage et de la fraude

N° 94

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Précisions sur la fixation du loyer du bail commercial renouvelé en présence d'une nouvelle obligation légale à la charge du bailleur

N° 95

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Précision sur les effets d'une clause d'indexation réputée non-écrite

N° 96

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

L'ABE abroge les lignes directrices sur la déclaration des incidents majeurs dans le cadre de la directive révisée sur les services de paiement

N° 97

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Comité de suivi des négociations commerciales : vers un renforcement des lois Egalim et une initiative européenne portée par la France

N° 98

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DOUANE

OMC : accord pour renforcer la coopération avec l'OMD sur les questions commerciales et douanières

N° 99

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Inconstitutionnalité du déplafonnement rétroactif des primes négatives pour les producteurs d'électricité renouvelable

N° 100

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Rapport d'activité 2024 de la Direction générale des entreprises

N° 101

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Dessaisissement du débiteur : intérêt du liquidateur à agir quel que soit le montant du passif

N° 102

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Bonus écologique pour les voitures électriques neuves : modification de la méthodologie de calcul du score environnemental

N° 103

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : orientations sur les ART et les EMT non conformes

N° 104

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le CEPD adopte des lignes directrices sur la pseudonymisation et ouvre la voie à une meilleure coopération avec les autorités de la concurrence

N° 105

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Encadrement de la communication des juges consulaires et des présidents de tribunaux de commerce

N° 106

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Défense de l'intérêt collectif et utilisation du critère de la capacité financière

N° 107

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Sociétés cotées : l'AFG publie ses recommandations 2025 sur le gouvernement d'entreprise

N° 108

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

L'absence d'intérêt à agir en vue de la désignation d'un administrateur provisoire d'un dirigeant d'une société révoqué postérieurement à la mise en oeuvre d'une fiducie sur les parts sociales

N° 109

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Fermeté de la CJUE pour la protection du passager aérien

N° 110

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT

Reconnaissance du harcèlement moral institutionnel par la Cour de cassation

N° 111

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Portée du refus du salarié d'une modification du contrat de travail imposée par l'employeur pour des raisons économiques

N° 112

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement pour faute au cours d'une croisière organisée à titre de récompense par l'employeur

N° 113

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATION COLLECTIVE DE TRAVAIL

Discrimination syndicale : précisions sur la méthode de détermination de l'évolution salariale en l'absence de salarié comparable

N° 114

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATION COLLECTIVE DE TRAVAIL

De l'impossibilité de renoncer avant les élections au droit d'être désigné comme délégué syndical

N° 115

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

La dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire est prolongée jusqu'à fin 2026

N° 116

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

Irrégularités électorales : possibilité de formuler une demande d'annulation globale

N° 117

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

Limites de l'action syndicale en justice pour la défense des droits des salariés grévistes

N° 118

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Filiale de SIIC : conséquence de la cession des titres à une SPPICAV sur le maintien du régime d'exonération

N° 119

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Modalités de remboursement partiel de l'accise sur les énergies pour les gazoles consommés dans plusieurs secteurs d'activité

N° 120

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Impôts sur la consommation en 2024 : l'OCDE publie un rapport

N° 121

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ D'EXERCICE LIBÉRAL PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Validation des OCA dans les SELAS de pharmacie : comment concilier l'inconciliable ?

N° 1037 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Anonymat en ligne et dénigrement

N° 1038 - Par Arnaud CONSTANS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

Condition de forme et dénaturation de la sentence arbitrale

N° 1039 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Agir en référé puis au fond implique-t-il de mettre en oeuvre à deux reprises une clause de conciliation ?

N° 1040 - Par Florian DESSAULT et Claire GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Précisions sur la prescription de l'action en paiement engagée par la caution contre la sous-caution

N° 1041 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVAL

De la double signature d'un représentant légal qui n'était pas donneur d'aval

N° 1042 - Par Thomas GÉRARD

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

La compétence en matière de règlement des différends et l'office de l'Autorité de régulation des transports : une question d'interprétation

N° 1043 - Par Grégoire LEMARCHAND-GHICA

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1044 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX

Fiscalité de l'indemnité compensatrice de cessation d'activité des agents généraux d'assurances

N° 1045 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

HORS-SÉRIE

16^E ÉTATS GÉNÉRAUX DU DOMMAGE CORPOREL

L'ENFANT
ET LE DOMMAGE CORPOREL

ORGANISÉS PAR LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX
5 DÉCEMBRE 2024 - Lille



Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 502 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2024, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

16^E ÉTATS GÉNÉRAUX DU DOMMAGE CORPOREL

L'enfant et le dommage corporel

Interventions

GPL472o2 ■ Discours d'ouverture

par Julie COUTURIER

2

GPL472o6 ■ Introduction

par Hélène FONTAINE

3

GPL472o7 ■ L'enfant victime, un voyageur sans bagage

par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ

4

• Table ronde

GPL472n7 Comment penser la réparation du dommage corporel subi
par l'enfant ?

par Anne GUÉGAN

10

• Ateliers

GPL472n9 Atelier 1 : L'aide à la personne et l'enfant

par Claudine BERNFELD et Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ

14

GPL472o3 Atelier 2 : Préjudice scolaire, universitaire ou de formation
et préjudice professionnel de l'enfant

par Laurie FRIANT, Antonio MUSELLA et Catherine POUZOL

18

GPL472n8 Atelier 3 : Les frais de véhicules adaptés et frais
de logements adaptés de l'enfant

par Lynda LETTAT-OUATAH, Thomas CHARGÉ, Paul JOLY, Patrice GAUD et Jérôme
CHARPENTIER

22

GPL472o1 Atelier 4 : Les postes de préjudice extrapatrimoniaux
de l'enfant victime et de ses proches

par Marie MESCAM, Laura VITALE et Benoît MORNET

25

GPL472o5 Atelier 5 : L'enfant victime, « objet/sujet » de l'expertise
médicale : rôle de l'avocat-conseil

par Élodie ABRAHAM, Lynda LETTAT-OUATAH, Gérard CHÉRON, Pascal MÉNARD
et Anne-Valérie THOB

31

GPL472n6 Atelier 6 : L'enfant de la victime, l'enfant victime par ricochet

par Laurence CLERC-RENAUD

33

• Conférences

GPL472o4 Les particularités procédurales pour l'enfant victime :
délais et prescriptions

par Aurélie COVIAUX

39

GPL472o0 Les particularités procédurales pour l'enfant victime :
loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 et décret n° 2008-1484
du 22 décembre 2008

par Jérôme CHARPENTIER

42

DOCTRINE

Le rôle du juge à l'aune du droit comparé

Noëlle Lenoir

Management packages : outil de fidélisation
et pratiques abusives

Richard Gaudet et Victoria Fasquel

JURISPRUDENCE

La nécessaire appréciation de la valeur probante
des témoignages relatés dans un acte notarié constatant
l'usucapion
(Cass. 3^e civ., 10 oct. 2024, n° 23-17.458)

Jean-Marie Hisquin

Conditions de formation et conditions de validité
d'une vente conclue à la suite d'une promesse
unilatérale : une confusion surprenante
(Cass. 3^e civ., 21 nov. 2024, n° 21-12.661)

Gwendoline Lardeux

Précisions sur l'application de la convention
de Lugano du 30 octobre 2007
(Cass. 1^{re} civ., 27 nov. 2024, n° 23-13.795)

Véronique Legrand

DOCTRINE

LPA203o6 Contribution à une définition de la notion de participant au service public PAGE 4

Élise Boulineau

Ni usager, ni véritable agent public, le participant au service public est celui qui accepte de manière temporaire, ponctuelle et irrégulière l'autorité de la personne publique. Son engagement solidaire fait de lui un quasi-agent public. Si sa participation à une mission de service public le rapproche de la théorie du collaborateur occasionnel, la notion de participant mérite de connaître un statut juridique à part entière que cette étude propose de définir. Une telle reconnaissance permettrait l'extension adaptée de certains principes du service public tout en proposant un droit à l'indemnisation favorable au participant considéré comme un volontaire bénévole du service public, assimilé pendant l'exercice de cette mission à un agent sans en être pleinement un.

LPA203o5 Le rôle du juge à l'aune du droit comparé PAGE 12

Noëlle Lenoir

La référence – implicite ou explicite – par les juges nationaux, européens et internationaux, au droit et à la jurisprudence comparés, qui est relativement nouvelle, s'est généralisée. Cette pratique a des aspects hautement positifs car elle enrichit la réflexion du juge dans sa mission interprétative. Elle peut cependant aussi lui permettre d'étendre son pouvoir d'interprétation au point de créer du droit à partir de jugements et arrêts étrangers, spécialement choisis pour étayer la solution, mais sortis de leur contexte. On le constate notamment dans la matière climatique qui donne lieu actuellement à près de 2 500 procès.

LPA203o0 L'enquête en droit pénal de l'environnement : enjeux, avancées et défis PAGE 17

Colombe Cissé

De la multiplication des atteintes à l'environnement est née la nécessité de renforcer l'efficacité de l'enquête et d'adapter le droit pénal. En 2023, le décret n° 2023-187 modifiant le statut d'agent de l'environnement en officier judiciaire de l'environnement et la circulaire du garde des Sceaux encourageant les juges à constater la circonstance aggravante de bande organisée et leur permettant ainsi de recourir aux techniques spéciales d'enquêtes ont constitué de premières avancées. Cependant, la disparité des pouvoirs entre les agents intervenant en milieu rural et les nombreuses conditions de régularité des procès-verbaux rendent le déroulement de l'enquête en droit pénal de l'environnement toujours périlleuse.

LPA203n6 Management packages: outil de fidélisation et pratiques abusives PAGE 19

Richard Gaudet et Victoria Fasquel

Les management packages (ou outil de fidélisation des salariés par leur association au capital) sont-ils toujours efficaces dans un contexte de requalification en traitements et salaires ?

JURISPRUDENCE

LPA203o3 La nécessaire appréciation de la valeur probante des témoignages relatés dans un acte notarié constatant l'usucapion PAGE 22

Jean-Marie Hisquin

Cass. 3^e civ., 10 oct. 2024, n° 23-17.458

Dans un arrêt rendu le 10 octobre 2024, la troisième chambre civile précise que « l'existence d'un acte notarié constatant une usucapion ne peut, par elle-même, établir celle-ci, mais il appartient au juge d'apprécier la valeur probante des témoignages relatés dans cet acte quant à l'existence d'actes matériels de nature à caractériser la possession invoquée ».

LPA203o2 Responsabilité en cas d'accident causé par l'élève d'une auto-école

PAGE 26

Isabelle Corpart

Cass. 2^e civ., 10 oct. 2024, n° 23-12.120

Il est question dans cette affaire des conséquences d'un accident de trajet subi par une personne installée sur une motocyclette. Il s'agissait d'un moniteur qui dispensait un cours de conduite à deux élèves. Il a été percuté par un camion mais son élève, qui conduisait la motocyclette appartenant à la société d'auto-école l'a également blessé car elle a roulé sur sa cheville. Cette élève a été jugée responsable d'une faute de conduite lors de cet accident, conformément à l'article R. 412-12 du Code de la route.

LPA203o1 La raison du plus grand nombre : la règle majoritaire prévaut à l'adoption d'une décision collective

PAGE 29

Clémence Gbénu

Cass. ass. plén., 15 nov. 2024, n° 23-16.670

Point de liberté contractuelle en ce qui concerne l'adoption d'une décision collective dans les sociétés. Sur la question en effet, le principe majoritaire s'impose désormais tant aux associés de la société par actions simplifiée qu'à toutes les autres sociétés puisque la décision collective d'associés semble désormais aller de pair avec le principe majoritaire. Il ne peut alors y avoir de décision collective sans un vote majoritaire en sa faveur. C'est en tout cas dans ce sens que se prononce la décision de l'assemblée plénière de la Cour de cassation qui retient que toute clause statutaire ignorant cette majorité nécessaire à la prise de la décision collective doit être réputée non écrite, et toute délibération intervenue en violation d'une telle exigence annulée.

LPA203n9 Conditions de formation et conditions de validité d'une vente conclue à la suite d'une promesse unilatérale : une confusion surprenante

PAGE 34

Gwendoline Lardeux

Cass. 3^e civ., 21 nov. 2024, n° 21-12.661

La troisième chambre civile de la Cour de cassation vient de décider que, parce que « la promesse unilatérale de vente est un avant-contrat qui contient, outre le consentement du vendeur, les éléments essentiels du contrat définitif qui serviront à l'exercice de la faculté d'option du bénéficiaire, (...) la vileté du prix s'apprécie (...) à la date de la promesse et non à celle de la levée d'option ». Ce faisant, elle opère une confusion injustifiée entre la détermination et l'appréciation des « éléments essentiels » de la vente, c'est-à-dire entre conditions de formation et conditions de validité du contrat.

LPA203n8 Majoration de retraite pour avoir élevé un enfant handicapé

PAGE 39

Marc Richevaux

Cass. 2^e civ., 26 sept. 2024, n° 22-15.818

Il existe des prestations sociales dont certaines sont spécifiques aux personnes handicapées et à leurs familles, qui peuvent ainsi bénéficier d'une majoration de la durée d'assurance vieillesse au titre de l'éducation d'un enfant handicapé.

LPA203n7 Contestation d'honoraires d'avocat : précisions sur le régime des délais et sur le principe de la contradiction

PAGE 42

Pierre-Claver Kamgaing

Cass. 2^e civ., 24 oct. 2024, n° 22-18.471

Le bâtonnier et le premier président de la cour d'appel sont seuls compétents pour connaître des contestations d'honoraires des avocats. Cependant, le décret du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat ne règle pas tous les aspects de cette procédure contentieuse. La Cour de cassation apporte un éclairage important sur le régime des délais de procédure et sur la place de l'oralité dans ce contentieux d'honoraires. Sur le premier point, elle rappelle que le délai de saisine du premier président de la cour d'appel en cas de silence du bâtonnier au-delà du délai réglementaire est d'ordre public et son non-respect est sanctionné par l'irrecevabilité de la demande. Sur le second point, elle décide que l'absence non autorisée d'une partie à l'audience devant le premier président de la cour d'appel ne fait pas obstacle à ce que le juge statue contradictoirement sur les moyens invoqués par la partie qui a comparu.

LPA203n4 Variations sur le contrôle de proportionnalité en matière de sanctions administratives

PAGE 47

Florence Chaltiel

CE, 4^e-1^{re} ch. réunies, 27 sept. 2024, n° 488978

Depuis les décisions d'Assemblée de 2013 et 2014, la sévérité de la sanction disciplinaire infligée par le juge du fond a cessé d'être une question relevant entièrement de l'appréciation des faits (CE, 4^e-1^{re} ch. réunies, 27 sept. 2024, n° 488978, concl. du rapporteur public J.-F. de Montgolfier.) et elle fait l'objet d'un contrôle de proportionnalité. Cette appréciation de la sévérité de la sanction relève de la qualification juridique. La jurisprudence sur les sanctions est ainsi fondée sur un contrôle de proportionnalité, dont les contours des liens avec d'autres instances jugées viennent d'être précisés par le Conseil d'État.

LPA203n3 Précisions sur l'application de la convention de Lugano du 30 octobre 2007

PAGE 54

Véronique Legrand

Cass. 1^{re} civ., 27 nov. 2024, n° 23-13.795

L'arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 27 novembre 2024, destiné à la publication, présente deux intérêts. Il revient sur le champ d'application de la convention de Lugano et sur le régime de reconnaissance et d'exécution qu'elle instaure. Dans la continuité de la jurisprudence européenne, la Cour de cassation confirme qu'une décision rendue par une juridiction de répression relève tout de même du régime simplifié de reconnaissance et d'exécution de la convention pour ses aspects civils. En outre, elle affirme que la convention ne subordonne pas la déclaration constatant la force exécutoire de la décision étrangère au caractère irrévocable de celle-ci. Effectivement, l'article 38 de la convention de Lugano exige seulement le caractère exécutoire de la décision dans son État d'origine.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

CHRONIQUE

Les nouveautés pour les assemblées générales 2025 → PAGE 42

Bruno DONDERO

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Conventions réglementées approuvées : pas d'immunité pour
le dirigeant ! → PAGE 25

Irina PARACHKÉVOVA-RACINE

DROIT COMMUN

L'expert de l'article 1843-4 du Code civil confronté à des difficultés
d'exécution → PAGE 5

Jean-Jacques ANSAULT

Dol dans le cadre d'une cession d'actions : efficacité probatoire
de pièces produites en langue anglaise → PAGE 10

Elsa GUÉGAN

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS203q5 • **L'expert de l'article 1843-4 du Code civil confronté à des difficultés d'exécution** 5
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. 2^e civ., 3 oct. 2024, n° 22-15.788, F-B
- BJS203q6 • **Expertise de prix et cession forcée des parts d'un associé de SCP notariale atteint par la limite d'âge** 7
Dorothee GALLOIS-COCHET – Cass. com., 18 déc. 2024, n° 23-14.518, FS-B
- BJS203r2 • **Dol dans le cadre d'une cession d'actions : efficacité probatoire de pièces produites en langue anglaise** 10
Elsa GUÉGAN – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 23-10.433, F-B
- BJS203p4 • **La commune intention des parties de conclure l'acte pour le compte de la société en formation** 11
Bruno DONDERO – Cass. com., 6 nov. 2024, n° 23-20.089, F-D
- BJS203q4 • **Garantie d'éviction et cession de droits sociaux : faut-il privilégier la clause de non-concurrence ?** 14
Antoine TADROS – Cass. com., 6 nov. 2024, n° 23-11.008, F-D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203r1 • **La requalification d'un mandat social en contrat de travail au prisme du droit de l'UE** 17
Gilles AUZERO – Cass. soc., 27 nov. 2024, n° 23-10.389, F-B
- BJS203q9 • **La faute détachable de l'associé, protection absolue contre l'engagement de sa responsabilité par les tiers** 19
Emma MIGLIETTA – Cass. com., 6 nov. 2024, n° 23-10.772, F-D
- BJS203r3 • **Révocation sans indemnité et avec *bad leaver*... mais vexatoire** 22
Bruno DONDERO – CA Versailles, ch. com. 3-2, 10 déc. 2024, n° 21/05807

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203r0 • **Conventions réglementées approuvées : pas d'immunité pour le dirigeant !** 25
Irina PARACHKÉVOVA-RACINE – Cass. com., 18 déc. 2024, n° 22-21.487, F-B
- BJS203q8 • **Le droit de l'associé sur la créance de la société liquidée** 27
Jean-Baptiste BARBIÈRI – Cass. 1^{re} civ., 4 déc. 2024, n°s 23-13.213 et 23-13.216, F-D
- BJS203p0 • **Raison sociale de la SCP notariale non modifiée : pas de raison de rendre inopposable une donation** 29
Arnaud REYGROBELLET – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 22-24.511, F-B

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS203o9 • **Mission « sociale » d'un expert-comptable : extension à l'audit des contrats antérieurs** 33
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 6 nov. 2024, n° 22-13.973, F-D

BJS203q3 • Certification de comptes insincères : procédure collective, mais prescription acquise !	35
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 23-14.208, F-D	

FUSIONS ACQUISITIONS

BJS203r5 • L'opposition du créancier à la dissolution-confusion	38
Bruno DONDERO – Cass. com., 18 déc. 2024, n° 22-10.331, F-D	

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS203q2 • L'apparition de dettes ne suffit pas à caractériser une faute de gestion	40
Nadège JULLIAN – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-19.807, F-B	

CHRONIQUE

BJS203r4 • Les nouveautés pour les assemblées générales 2025	42
Bruno DONDERO	

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

**Interruption et reprise d'instance en cours à l'ouverture
de la procédure du débiteur... mode d'emploi** → PAGE 5

Laurence-Caroline HENRY

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

**Responsabilité du dirigeant social : la sanctuarisation
de la procédure de conciliation** → PAGE 22

Thierry FAVARIO

DROIT SOCIAL ET FISCAL

**Subrogation de l'AGS et droit au remboursement des avances
effectuées au titre du superprivilège : la chambre commerciale
persiste et signe** → PAGE 29

Anaëlle DONNETTE

DOSSIER

**Regards comparés sur l'évolution du droit des sûretés
et du droit des entreprises en difficulté** → PAGE 37

sous la co-direction scientifique de Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201t5 • **Interruption et reprise d'instance en cours à l'ouverture de la procédure du débiteur... mode d'emploi** 5
Laurence-Caroline HENRY

OUVERTURE ET EXTENSION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

- BJE201t4 • **Revirement en matière de choix du repreneur en matière agricole** 7
Pascal RUBELLIN – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-50.013, FS-B

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE201u6 • **Procédure non liquidative sans administrateur judiciaire : la nécessité d'un accord préalable du mandataire judiciaire dans une procédure de revendication** 11
Déborah SAHEL – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-18.095, F-B

- BJE201u1 • **Classes de parties affectées : absence de prise en compte de l'efficacité économique des sûretés et des intérêts à échoir** 14
David ROBINE – CA Bordeaux, 23 sept. 2024, n° 24/03447

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201t8 • **Quel délai pour saisir la juridiction compétente après confirmation en appel de l'ordonnance du juge-commissaire constatant l'existence d'une contestation sérieuse ?** 19
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-17.962, F-B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE201u2 • **Responsabilité du dirigeant social : la sanctuarisation de la procédure de conciliation** 22
Thierry FAVARIO – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-12.297, FS-B

- BJE201t9 • **Faillite civile applicable en Alsace-Moselle et délit de banqueroute** 24
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE – Cass. crim., 6 nov. 2024, n° 23-85.314, F-B

- BJE201s4 • **Devoir de loyauté et faute de gestion du dirigeant social : le détricotage continue ?** 26
Thierry FAVARIO – Cass. com., 11 sept. 2024, n° 23-12.824, F-D

DROIT SOCIAL ET FISCAL

- BJE201u0 • **Subrogation de l'AGS et droit au remboursement des avances effectuées au titre du superprivilège : la chambre commerciale persiste et signe** 29
Anaëlle DONNETTE – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-19.085, F-B

RÈGLEMENT EUROPÉEN ET AUTRES SOURCES

- BJE201u5 • **L'articulation des règlements européens en matière d'action en paiement contre une société en procédure collective** 32
Adrien BÉZERT – CJUE, 14 nov. 2024, n° C-394/22, Oilchart International
- BJE201u4 • **Des enjeux de la jurisprudence *Rastelli*** 33
Eugénie FABRIÈS-LECEA – Cass. com., 2 oct. 2024, n° 23-14.605, F-D

DOSSIER

- BJE201T0 • **REGARDS COMPARÉS SUR L'ÉVOLUTION DU DROIT DES SÛRETÉS ET DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** 37
Montpellier, le 20 septembre 2024
sous la co-direction scientifique de Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON
- BJE201t3 • **Avant-propos** 38
Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON
- BJE201v2 • **Les particularités du droit japonais du cautionnement** 39
Yuki SAITO
- BJE201v5 • **Le contrat de cautionnement en Espagne : situation actuelle et entreprises en difficulté** 42
Carlos GÓMEZ ASENSIO
- BJE201v4 • **Formalisme du cautionnement : actualité jurisprudentielle** 44
Séverine CABRILLAC
- BJE201v8 • **Exigence de proportionnalité et devoir de mise en garde en matière de cautionnement** 47
Yves PICOD
- BJE201u8 • **Les sûretés mobilières conventionnelles au Québec : unicité ou pluralité ?** 50
Aurore BENADIBA
- BJE201v1 • **Les sûretés réelles mobilières, unicité ou pluralité ? Un regard espagnol** 53
Ricardo PAZOS
- BJE201v0 • **Les sûretés réelles mobilières, diversité ou unicité ?** 56
Dominique LEGEAIS
- BJE201v7 • **Le traitement des garanties personnelles dans le cadre des classes de parties affectées à la lumière du droit allemand** 59
Reinhard DAMMANN
- BJE201w0 • **Les classes de créanciers et le droit des sûretés** 65
Nicolas BORGA

BJE201u9 • Le sort des sûretés en droit des entreprises en difficulté au Québec	68
Aurore BENADIBA	
BJE201v6 • Le cautionnement et les procédures de restructuration préventive	71
Alessandra ZANARDO	
BJE201v3 • La résistance des sûretés aux « procédures collectives » : vers un élargissement ?	74
Marie-Pierre DUMONT et Francine MACORIG-VENIER	
BJE201t2 • Propos conclusifs	80
Philippe ROUSSEL GALLE	

DOSSIER P. 13

PROFESSIONS

XXXIV^{es} Rencontres Notariat-Université
 La déontologie
 notariale
 au lendemain
 de la réforme

ACTUALITÉS P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Communauté universelle
 avec clause d'attribution
 intégrale et droit des héritiers
 réservataires à un partage
 successoral

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Conflit de juridictions en
 matière de divorce : incidence
 de la notification de la requête

DROIT FISCAL

Ventes dans le secteur de
 l'accès sociale à la propriété :
 conditions de l'application
 du taux réduit de TVA

DOSSIER P. 13

PROFESSIONS

par *Maxime Julienne**Mathieu Soulié**Frédéric Hébert**Gilles Rouzet**Élisabeth Thouault
 et Christophe Juillet**Julien Laurent**Viviane Beuzelin*et *Jean-François Sagaut*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF223x4 ■ Communauté universelle avec clause d'attribution intégrale et droit des héritiers réservataires à un partage successoral

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223w9 ■ Procédure accélérée en paiement des provisions du budget prévisionnel de la copropriété : contenu de la mise en demeure

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

DEF223x0 ■ Conflit de juridictions en matière de divorce : incidence de la notification de la requête

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223x1 ■ Versement des arrérages d'une pension de vieillesse après le décès : délai pour demander la restitution de l'indu

FISCAL

DEF223x2 ■ Ventes dans le secteur de l'accession sociale à la propriété : conditions de l'application du taux réduit de TVA

DOSSIER P. 13

DEF223p2 ■ La réception de l'acte notarié par **Maxime Julienne**

DEF223p0 ■ Les limites à la réception de l'acte notarié par **Mathieu Soulié**

DEF223q9 ■ Le secret professionnel notarial au lendemain de la réforme par **Frédéric Hébert**

DEF223o7 ■ Code de déontologie et secret professionnel : les limites de la réforme par **Gilles Rouzet**

DEF223t0 ■ Les conflits d'intérêts au lendemain de la réforme de la déontologie notariale par **Élisabeth Thouault** et **Christophe Juillet**

DEF223s4 ■ Nouvelles mesures disciplinaires : domaine et sanctions par **Julien Laurent**

DEF223p1 ■ La procédure disciplinaire par **Viviane Beuzelin**

DEF223s3 ■ La déontologie notariale au lendemain de la réforme par **Jean-François Sagaut**

VIE PRO P. 47

OFFRES ET DEMANDES P. 52

INDICES P. 56

NOUVEAU PODCAST
Profession Notaire



DEFRÉNOIS L'ASSEMBLÉE DE LIAISON DES NOTAIRES DE FRANCE



Ce podcast propose des réflexions structurantes pour la profession, fruits des débats de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.
Animé par Liliane Ricco,
Rédactrice en chef du DeFrénois

SAISON 3 : L'avenir de l'acte notarié
Avec **M^e Coralie Leveneur**, notaire à Paris et rapporteur général de la 75^e session de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.
Épisode 1 : une équipe, un thème, la rationalisation des actes et la formation à la rédaction hors logiciel.



SCAN ME